



Pôle des politiques publiques

Section environnement - Guichet Unique ICPE

Arrêté Préfectoral n° 58-2025-12-30-00007

**portant prescriptions complémentaires
relatives à la surveillance des eaux souterraines et de l'air ambiant
à la société SUMIRIKO RUBBER COMPOUNDING FRANCE
pour son installation située sur la commune de Decize**

La préfète de la Nièvre
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

- VU** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 181-3, L. 181-14, L. 511.1, L. 211-2, L. 211-3, L. 214-1 à L. 214-4, L. 512-6-1, R. 181-45 et R. 512-39-1 à R. 512-39-3 ;
- VU** le décret du 23 octobre 2024 portant nomination de Mme Fabienne DECOTTIGNIES en qualité de préfète de la Nièvre ;
- VU** le décret du 18 juin 2025 portant nomination de Mme Stéphanie PETITJEAN en qualité de secrétaire générale de la préfecture de la Nièvre,
- VU** l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L.-214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;
- VU** l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du code de santé publique ;
- VU** l'arrêté ministériel du 17 décembre 2008 établissant les critères d'évaluation et les modalités de détermination de l'état des eaux souterraines et des tendances significatives et durables de dégradation de l'état chimique des eaux souterraines ;
- VU** l'arrêté ministériel du 26 juin 2023 portant modalités d'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques au titre du code de l'environnement ;
- VU** la mise à jour de la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués du 19 avril 2017 (mise à jour des textes méthodologiques de gestion des sites et sols pollués de 2007) ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2006-P-2548 du 2 juin 2006 prescrivant une étude détaillée des risques et une surveillance des eaux ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 13 juillet 2007, modifié, autorisant la société SUMIRIKO RUBBER COMPOUNDING FRANCE à exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement, sous le régime de l'autorisation, sur le territoire de la commune de Decize ;

- VU** l'arrêté préfectoral n° 58-2024-07-04-000004 du 4 juillet 2025 portant délégation de signature à Mme Stéphanie PETITJEAN, secrétaire générale de la préfecture de la Nièvre ;
- VU** les rapports de surveillance de la qualité des milieux établis depuis 2006 ;
- VU** le plan de gestion rapport n° GP070140/synthPG Version 2, SITA REMEDIATION, 2009 ;
- VU** les différents rapports de fin de travaux et analyses des risques résiduels transmis de 2015 à 2021 pour les zones TCE Est, TCE Centre, TCE Ouest 2, TCE Ouest 3 et anciennes presses, suite à la mise en œuvre du plan de gestion de 2009 ;
- VU** les bilans quadriennaux de surveillance des milieux transmis par l'exploitant :
- bilan quadriennal de la surveillance des eaux souterraines 2015-2018 ref. n° U3090020/BQ2018 - version 0 du 23 décembre 2018,
 - bilan quadriennal de la surveillance des eaux (période 2019-2022) Rapport n° U2.22.007.0 / BQ de Mars 2023 – V1 ;
- VU** le rapport du 22 août 2024 relatif à la visite d'inspection du 29 mai 2024 ;
- VU** la proposition de révision du programme de surveillance des eaux souterraines faite par l'exploitant, transmise par courriel le 3 mars 2025, dans le rapport « Proposition d'un programme de surveillance des eaux souterraines » N°U2 24 00=22 3/ET2024 de Mars 2025 (version3) ;
- VU** le projet d'arrêté préfectoral complémentaire transmis à l'exploitant le 29 septembre 2025, dans le cadre de la procédure contradictoire ;
- VU** les observations de l'exploitant transmises par courriel du 10 octobre 2025 ;
- CONSIDÉRANT** que, le 13 juillet 2007, la société SUMIRIKO RUBBER COMPOUNDING a été autorisée à exploiter une installation de production de mélanges élastomères, de pièces anti-vibratoires, de pièces en caoutchouc, de manchons compensateurs sur le territoire de la commune de Decize ;
- CONSIDÉRANT** que les installations précédemment exploitées sont soumises au régime de l'autorisation visée à l'article L. 512-1 du code de l'environnement ;
- CONSIDÉRANT** que les investigations réalisées ont montré une pollution des sols et des eaux souterraines aux solvants chlorés, aux hydrocarbures totaux et aux métaux ;
- CONSIDÉRANT** que les solvants chlorés ont la capacité de migrer dans les gaz du sol et dans l'air intérieur des bâtiments ;
- CONSIDÉRANT** que des travaux de dépollution ont été réalisés par l'exploitant, conformément au plan de gestion de 2009, susvisé ;
- CONSIDÉRANT** que les bilans quadriennaux concluent à une stabilité des concentrations en composés organiques halogénés volatils (COHV), mais à des dépassements de la valeur du haut conseil de la santé publique (HCSP) dans l'air ambiant, dans le bâtiment des anciennes presses et dans l'atelier d'encollage, ainsi qu'à des dépassements, dans les eaux souterraines, des valeurs repères de potabilité hors site ;
- CONSIDÉRANT** que le bilan quadriennal de 2019-2022 recommande :
- la poursuite de la surveillance de la qualité des eaux souterraines avec des propositions d'allègement par rapport au cadre réglementaire,
 - la vérification de la qualité de l'air ambiant sur site et hors site de manière ponctuelle lors des étapes clés de la gestion du site (exemple : états initiaux, réception de travaux, etc.),
 - la mise en place de servitudes en aval du terrain pour restreindre les utilisations possibles des eaux souterraines, conformément au plan de gestion établi pour le site. Le périmètre de ces servitudes pourra être précisé par des reconnaissances complémentaires visant à préciser l'extension des panaches résiduels en aval du site ;

CONSIDÉRANT que l'analyse des risques résiduels, réalisée en janvier 2024 pour la zone TCE OUEST 2, fait état de concentrations résiduelles significatives en COHV dans les gaz du sol au niveau de cette zone et de la détection de composés volatiles dans l'air ambiant des magasins présents à l'aval de la zone automobile dans des concentrations compatibles avec l'usage ;

CONSIDÉRANT que, dans un contexte de pollution, il convient de définir un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines de sorte à connaître l'extension de la pollution ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a soumis une proposition de révision du programme de surveillance des eaux souterraines à l'inspection des installations classées qui circonscrit les anciennes zones de pollution et prend en compte les différents arrêtés préfectoraux antérieurs ;

CONSIDÉRANT que la proposition de révision du programme de surveillance des eaux souterraines apparaît adapté aux polluants détectés et aux zones concernées ;

CONSIDÉRANT qu'au regard des recommandations du bilan quadriennal 2019-2022 et des conclusions de l'analyse des risques résiduels de janvier 2024 pour la zone TCE OUEST 2, il convient de compléter le programme de surveillance de la qualité des eaux souterraines par une surveillance de l'air ambiant ;

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prescrire à l'exploitant une surveillance des eaux souterraines révisée et de la compléter par une surveillance de l'air ambiant ;

CONSIDÉRANT qu'au regard des recommandations du bilan quadriennal 2019-2022, en lien avec les dépassements dans les eaux souterraines des valeurs repères de potabilité hors site, il convient que des restrictions d'usage soient proposées pour éviter les usages inadaptés et protéger les populations hors site ;

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prescrire à l'exploitant ces nouvelles dispositions ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Nièvre ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Champ d'application

La société SUMIRIKO RUBBER COMPOUNDING FRANCE, dont le siège social est situé Usine des Caillots – 58300 Decize, est tenue de respecter, sur le site qu'elle exploite sur la commune de Decize, les dispositions du présent arrêté relatif à la gestion de la pollution des eaux souterraines.

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 2006-P-2548 du 2 juin 2006, susvisé, sont abrogées.

Article 2 : Surveillance des eaux souterraines

Les dispositions de l'article 37.2 de l'arrêté préfectoral n° 2007-P 3959 du 13 juillet 2007, modifié le 6 décembre 2018, susvisé, sont remplacées par les dispositions suivantes :

« 37.2 : SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

37.2.1 Réseau de surveillance des eaux souterraines

Sur la base d'une étude hydrogéologique, de la géologie locale, du mode de migration des polluants en présence ainsi des objectifs des différentes prescriptions du présent arrêté, le réseau de surveillance des eaux souterraines est établi pour :

- caractériser les eaux souterraines en amont de l'usine,
- suivre l'évolution des concentrations en aval des zones traitées et présentant des concentrations résiduelles (Zone TCE Est, Zone TCE Ouest3, Zone TCE Ouest2),
- suivre l'évolution des concentrations en aval des zones actuellement exploitées susceptibles d'avoir un impact sur la qualité des eaux souterraines sur site et hors site.

La surveillance des eaux souterraines est réalisée sur les piézomètres suivants (cf implantation en annexe 2) :

Ouvrages existants	Nivellement en m NG (m)	Localisation par rapport au site
PZ1A	195,67	amont sur site
PZ147	191,94	aval hors site zone ouest 3
B4	192,36	aval hors site zone ouest 2
PZ9A	191,34	aval hors site zone ouest 2
PZ110	191,9	aval latéral ouest limite de site
PZ204	192,1	zone JTC en limite de site
PZ103	192,04	zone des mélangeurs et stockage d'huiles
PZ12	191,85	zone Est
PZ123	192,25	zone Est
PZ148	192,86	zone Est
Puits Maison Blanche	192,44	aval latéral hors site

37.2.2 Création et entretien des ouvrages de surveillance des eaux souterraines

Lors de la réalisation d'un forage en nappe, toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distincte, et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses.

L'exploitant fait inscrire l'ensemble des ouvrages de surveillance (anciens et nouveaux) à la Banque du sous-sol, auprès du service géologique régional du Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM). Il recevra en retour les codes BSS des ouvrages, identifiants uniques de ceux-ci, qu'il communique à l'inspection des installations classées sous un délai de 8 jours.

L'exploitant surveille et entretient les ouvrages, de manière à garantir l'efficacité de l'ouvrage ainsi que la protection de la ressource en eau vis-à-vis de tout risque d'introduction de pollution par l'intermédiaire des ouvrages. Tout déplacement de forage, tout incident pouvant compromettre les intérêts protégés par les articles L.211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, sont portés à la connaissance de l'inspection des installations classées.

En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant informe la préfète et prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines.

La réalisation, l'entretien et la cessation d'utilisation des ouvrages se font conformément au bon état de l'art. Le respect de la norme NF X31-614 concernant la réalisation de forages de surveillance des eaux souterraines au droit et autour d'un site potentiellement pollué et de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003, susvisé, est présumé satisfaire à cette exigence.

37.2.3 Programme de surveillance des eaux souterraines

Les têtes de chaque ouvrage de surveillance sont nivelées de manière à pouvoir tracer la carte piézométrique des eaux souterraines du site.

Le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé à chaque campagne de prélèvement. L'exploitant joint alors aux résultats d'analyse un tableau des niveaux relevés (exprimés en mètres NGF), ainsi qu'une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres.

L'exploitant fait réaliser les analyses par un laboratoire agréé en application de l'arrêté ministériel du 26 juin 2023, susvisé. Dans le cas où aucun laboratoire n'est agréé pour une des substances, l'analyse de ces substances sera réalisée par des organismes accrédités sur le référentiel NF EN ISO/CEI 17025 par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme d'accréditation signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA MLA).

Les paramètres minimaux à analyser sont les suivants, avec les fréquences associées :

Ouvrage de surveillance	Fréquence	Paramètres sandre	Code sandre	Valeurs repères* (µg/l)
PZ1A	Semestrielle	HC C5-C10, HC C10-C40, BTEX et COHV	7154 5918 7485	Indice hydrocarbures : 1000 Benzène : 1 Toluène : 700 Ethylbenzène : 300 Somme tétrachloroéthylène et trichloroéthylène : 10 Cis trans : 1,2 dichloroéthylène : 50 Chlorure de vinyle : 0,5
B4, PZ9A		COHV	7485	Somme tétrachloroéthylène et trichloroéthylène : 10 Cis trans : 1,2 dichloroéthylène : 50 Chlorure de vinyle : 0,5
PZ147		COHV		
PZ204		HC C10-C40	7154	Indice hydrocarbures : 1000
PZ103		HC C10-C40		
PZ110, PZ12, PZ123, PZ148		HC C5-C10, HC C10-C40, BTEX et COHV	7154 5918 7485	Indice hydrocarbures : 1000 Benzène : 1 Toluène : 700 Ethylbenzène : 300 Somme tétrachloroéthylène et trichloroéthylène : 10 Cis trans : 1,2 dichloroéthylène : 50 Chlorure de vinyle : 0,5

Ouvrage de surveillance	Fréquence	Paramètres sandre	Code sandre	Valeurs repères* (µg/l)
Puits Maison Blanche	Semestrielle	COHV	7485	Somme tétrachloroéthylène et trichloroéthylène : 10 Cis trans : 1,2 dichloroéthylène : 50 Chlorure de vinyle : 0,5

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur.

* : les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux valeurs de référence en vigueur (norme de potabilité, les textes nationaux en vigueur définissant la qualité des milieux, etc.).

37.2.4 Transmission des résultats

Conformément à l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement, sauf impossibilité technique, les résultats de surveillance des émissions réalisées conformément aux prescriptions édictées par le présent arrêté sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les 2 mois suivants la réalisation des mesures sur site. L'exploitant joindra aux télédéclarations périodiques, les rapports de surveillance contenant notamment le détail des prélèvements, la carte des courbes izopièzes imposées par l'article 3.3 du présent arrêté, une analyse des résultats, une comparaison par rapport aux valeurs antérieures et aux valeurs de référence, ainsi que des commentaires sur l'évolution de la qualité des milieux.

Dans le cas d'une impossibilité technique avérée pour la transmission numérique des résultats via l'application précitée, les résultats de cette auto-surveillance sont transmis à l'inspection des installations classées dans les mêmes délais sous forme d'un rapport comportant les éléments susmentionnés.

L'exploitant assure la traçabilité et la pérennité de la conservation des données dans le cadre de la surveillance des eaux souterraines.

37.2.5 Bilans quadriennaux

L'exploitant adresse à la préfète, tous les quatre ans, un bilan quadriennal de la surveillance des milieux.

Ces bilans sont réalisés conformément aux guides ministériels et méthodes normalisées en vigueur. Ils récapitulent l'ensemble des résultats collectés depuis la mise en place de la surveillance et en analysent la dynamique.

Lors de la réalisation de ces bilans quadriennaux, l'étude hydrogéologique sera réexaminée et, si nécessaire, révisée en vue de vérifier les éventuelles évolutions du contexte et des enjeux. Les résultats collectés et la révision de l'étude hydrogéologique pourront conduire à modifier le plan de surveillance, en l'allégeant, voire en l'arrêtant, ou en le renforçant suivant la nature des évolutions constatées. Tout arrêt ou modification est conditionné à un avis de l'inspection des installations classées.

37.2.6 Actions correctives

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du présent arrêté, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement, ou d'écarts par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

En particulier, lorsque la surveillance environnementale sur les eaux souterraines ou les sols fait apparaître une dérive par rapport aux objectifs ou à l'état initial de l'environnement (soit réalisé en application de l'article R. 122-5 II 2° du code de l'environnement, soit reconstitué aux fins d'interprétation des résultats de surveillance), l'exploitant met en œuvre les actions de réduction complémentaires des émissions appropriées et le cas échéant, un plan de gestion visant à rétablir la compatibilité entre les milieux impactés et leurs usages. Il en informe l'inspection dans le mois qui suit ».

Article 3 : Surveillance de l'air ambiant

Les dispositions ci-après sont ajoutées à l'arrêté préfectoral n° 2007-P 3959 du 13 juillet 2007, modifié le 6 décembre 2018, susvisé :

« 37.3 SURVEILLANCE DE L'AIR AMBIANT

La qualité de l'air ambiant est vérifiée sur site et hors site de manière ponctuelle lors des étapes clés de la gestion du site (exemple : états initiaux, réception de travaux, etc.). Une attention particulière est apportée :

- *sur site, dans les bâtiments proches de la zone TCE Ouest 2,*
- *sur site, au niveau du bâtiment des anciennes presses et de l'atelier d'encollage,*
- *hors site, au niveau des magasins présents à l'aval de la zone automobile.*

Cette surveillance est réalisée au moins une fois tous les 4 ans, notamment au niveau des 3 zones précitées. Cette surveillance fait l'objet d'une transmission des résultats et est intégrée dans le bilan quadriennal prévu aux articles 37.2.4 et 37.2.5.

La surveillance porte a minima sur les COHV. ».

Article 4 : Publicité et notification

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans la Nièvre pendant une durée minimale de quatre mois.

Cet arrêté est affiché en mairie de Decize dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44.

Le présent arrêté est notifié à la société SUMIRIKO RUBBER COMPOUNDING FRANCE, dont le siège social est situé à l'Usine des Caillots BP 101 - 58300 Decize.

Article 5 : Délais et voies de recours

Conformément aux articles L. 181-17 et R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au tribunal administratif de Dijon :

- 1° par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte lui a été notifié,
- 2° par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :
 - l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement,
 - la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans la Nièvre prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut également être saisi d'un recours déposé via l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

Article 6 : Exécution et copies

- la secrétaire générale de la préfecture de la Nièvre,
- la maire de Decize,
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, région Bourgogne-Franche-Comté,

sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'État dans la Nièvre et dont l'original sera transmis au directeur des archives départementales de la Nièvre.

Fait à Nevers, le **30 DEC. 2025**

La préfète,

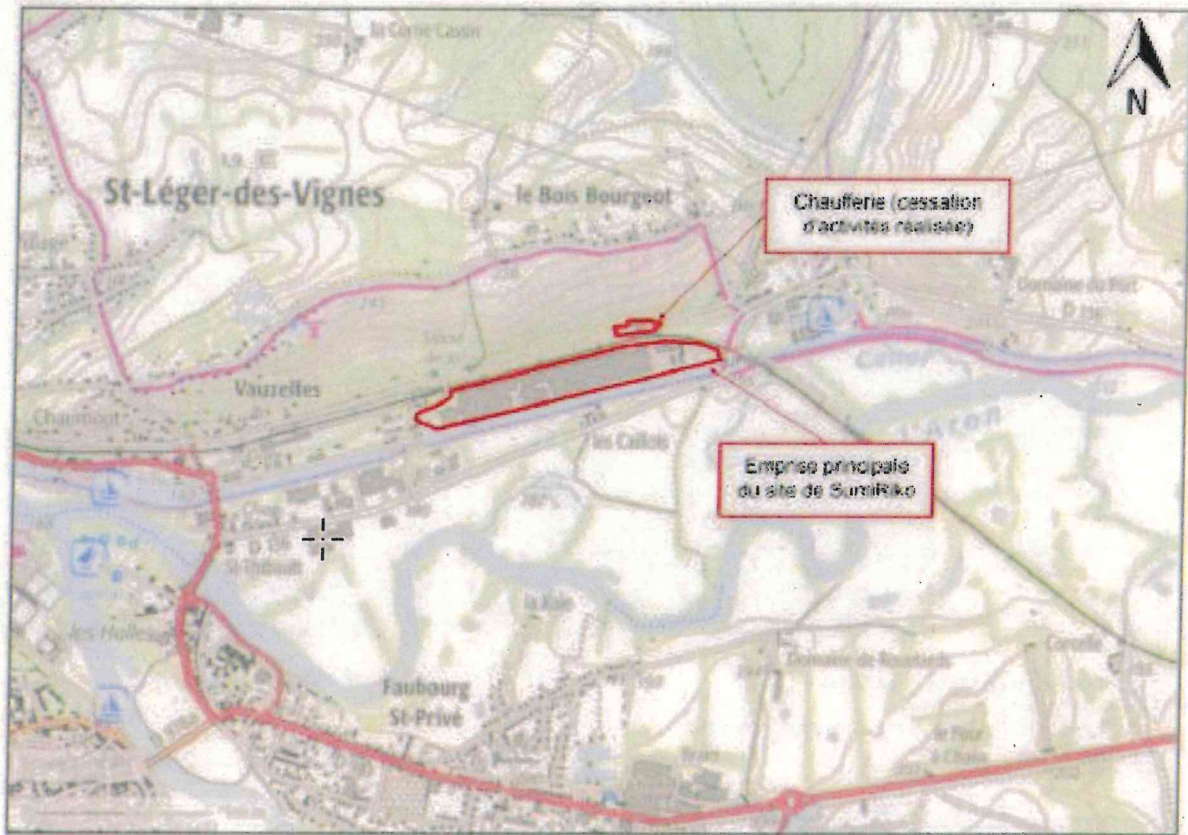
Pour la Préfète et par délégation,

La Secrétaire Générale



Stéphanie PETITJEAN

ANNEXE 1 : localisation du site



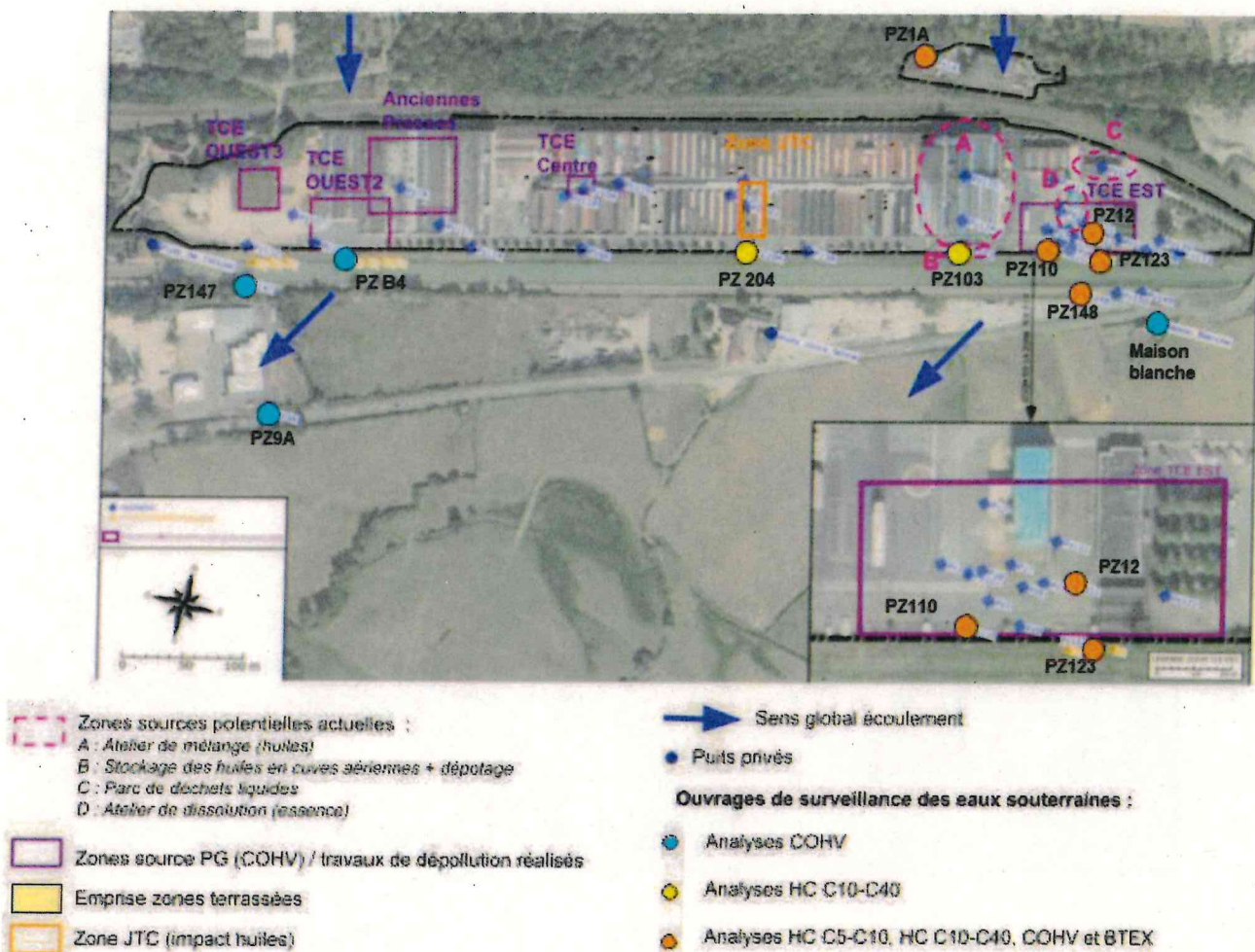
Vu pour être annexé à notre
arrêté en date de ce jour
Nevers le :

30 DEC. 2025

Pour la Préfète et par délégation,
La Secrétaire Générale


Stéphanie PETITJEAN

ANNEXE 2 : localisation des piézomètres



Vu pour être annexé à notre
arrêté en date de ce jour
Nevers le : **30 DEC. 2025**

Pour la Préfète et par délégation,
La Secrétaire Générale

[Signature]
Stéphanie PETIT JEAN